

## Pouvoir et violence en Afrique postcoloniale

**A**CHILLE Mbembe, dans « Pouvoir, violence et accumulation » (1), réfléchit sur les rapports de causalité entre ces trois phénomènes en Afrique postcoloniale. Après avoir noté à juste titre que la « crise » de l'Afrique ne saurait être pensée en dehors de la « crise » des discours sur l'Afrique, il lance le débat sur l'analyse politique de ce qu'il appelle la postcolonie en Afrique :

*Ce discours de platitudes a conduit à de fausses oppositions en vertu desquelles les commentateurs (occidentaux ou autochtones) s'estiment obligés de recourir, soit à des clichés sur les supposées spécificités culturelles (oubliant qu'elles peuvent n'être qu'un langage au sujet de très prosaïques modes de contrôle social), soit à un jugement de l'« Autre » à l'aune des valeurs dites occidentales que l'on projette sur l'objet de la recherche, se dispensant ainsi de rendre compte des équilibres effectifs produits par des cultures et des histoires différentes. Rompre avec ces positions de facilité est un préalable si l'économie de la violence qui, dans un sens, est constitutive de la montée ou du déclin de l'État, de la cristallisation des rapports sociaux de domination et des régimes d'accumulation dans l'Afrique contemporaine doit faire l'objet d'un examen conséquent (2).*

Son analyse soulève deux problèmes. Le premier a trait à la problématique même de l'analyse de la politique africaine contemporaine, c'est-à-dire la faillite de la plupart des grilles d'analyse proposées par ceux qui se cantonnent volontiers dans la facilité d'un discours d'idées reçues. Le second porte sur le rôle historique de la violence dans le développement des sociétés modernes, africai-

nes ou autres. Ce sont là deux questions cardinales mais distinctes et qu'il convient d'appréhender dans ce qu'elles ont de singulier, conceptuellement aussi bien que dans la longue durée. Il convient aussi de penser le contexte historique et conceptuel de l'analyse avant de discuter de causalité possible entre pouvoir, violence et accumulation.

Le débat de fond que propose A. Mbembe est celui de la validité des schémas d'analyse politique qui sous-tendent les interprétations proposées à ce jour par la plupart des africanistes (occidentaux ou autochtones) sur le politique en Afrique postcoloniale. C'est un débat d'autant plus nécessaire que nous vivons aujourd'hui (et ce depuis quelque temps déjà) en Europe et en Amérique du Nord une grande réaction anti-Tiers monde. En ce qui concerne l'Afrique, cette réaction se nourrit d'une incompréhension ancestrale du continent « noir », continent qui de tout temps aurait été sujet à violence et barbarie congénitales (3).

L'incompréhension (ou la mal-compréhension) actuelle de l'Afrique, qui provient en grande partie de la faillite de l'analyse politique de la postcolonie, dégénère vite en causalités simplistes et parfois racistes. La paresse intellectuelle s'installe. La « crise » de l'Afrique s'explique alors, tautologiquement, par l'africanité des politiques africaines. La violence que subit l'Afrique aujourd'hui se déduit, vite et bien, de ce que l'Afrique aurait toujours été un continent de violence, naturellement à l'exception de l'interlude colonial pendant lequel l'ordre européen aurait instauré et entretenu une ère de paix.

Repenser les rapports de cause à effet qu'il peut y avoir entre pouvoir, violence et accumulation en postcolonie pré-suppose à mon sens une discussion préalable de la notion de pouvoir en Afrique. Cette réflexion sur le pouvoir doit se bâtir sur des données conceptuelles et méthodologiques claires qui permettent la construction d'une analyse du politique dans l'Afrique contemporaine, analyse que je me propose d'ébaucher dans la première partie de cet article (4). Ce n'est que dans la seconde partie de ce texte que je me pencherai sur les rapports qu'il peut y avoir entre pouvoir, violence et ce que j'appelle production. Je citerai en exemple le cas des pays lusophones.

(1) *Politique africaine*, 39, 1990, pp. 7-24.

(2) *Ibidem*, p. 9.

(3) Qu'il serait intéressant d'analyser comme le fait E. Saïd dans *Orientalism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978.

(4) Et qui s'appuie sur l'analyse que je propose dans mon livre, *Power in Africa: an Essay in Political Interpretation*, London, Macmillan (sous presse).

## Notions de pouvoir et production

La question que pose A. Mbembe me semble être celle du rapport entre pouvoir et production, question qui, à mon sens, dépasse largement celle du rôle putatif de la violence dans le développement du capitalisme en Afrique postcoloniale. La question ainsi posée est de savoir dans quelle mesure le pouvoir en Afrique est, ou peut être, productif, c'est-à-dire dans quelle mesure pouvoir et production se nourrissent mutuellement. Tout pouvoir implique violence mais toute violence n'est pas pour autant productive pour le pouvoir. Comment concevoir la notion de pouvoir en Afrique postcoloniale, comment comprendre la violence et comment conceptualiser les causalités entre pouvoir et production ?

Comprendre la réalité du pouvoir en Afrique contemporaine implique en premier lieu une volonté de repenser le contexte conceptuel actuel de l'analyse politique africaniste. Pour dépasser le fossé d'incompréhension engendré par l'invention de dichotomies analytiques factices (e.g., tradition/modernité), il faut à mon sens retourner à une analyse « classique » du politique. Car il me semble évident que l'analyse de l'Afrique postcoloniale souffre d'une volonté de la concevoir soit dans une altérité qui explique à la fois tout et rien, soit dans des schémas de développement (économique, social et politique) éminemment téléologiques. Or, et c'est là tout le paradoxe, il y a de fait complicité entre ces deux pétitions de principe qui s'accordent à ne voir en Afrique que singularité ou pathologie, quand ce ne sont pas les deux ensemble.

Retourner à une analyse « classique » du politique me paraît judicieux à deux titres (5). D'abord, le retour en arrière qu'une telle démarche impose nous force à repenser le politique en Afrique en fonction de la problématique du politique en Europe, en Amérique du Nord ou ailleurs, et par là même à percevoir la faillite d'une analyse qui cherche à expliquer l'Afrique uniquement en fonction de sa singularité. Ensuite, une conceptualisation « classique » du politique devrait permettre de mieux voir pourquoi la compréhension de la politique postcoloniale africaine, comme de toute politique, passe nécessairement par une analyse du pouvoir.

Une analyse politique « classique » impose à la démarche africaniste une certaine rigueur, car il est difficile, voire impossible, de se cantonner dans une explication du politique en Afrique qui fasse l'économie de la rigueur que l'on exigerait de l'analyse de nos propres sociétés (européennes ou américaines). Les Africains ont pu longtemps se plaindre que l'analyse politique africaniste se laissait aller à des raisonnements d'un simplisme qui serait tout à

(5) J'élabore cet argument dans *Power in Africa*.

fait inconcevable (et inacceptable) s'ils étaient appliqués aux sociétés dites développées (6). Expliquer la différence par l'altérité est au bout du compte faire preuve d'un certain mépris. Il en va d'ailleurs de même pour les Africains qui tiennent le raisonnement inverse, arguant par la même de l'inutilité de toute analyse non-autochtone de la politique africaine (7).

Ceci est important, car il est malheureusement vrai que l'on se satisfait vite d'une analyse simpliste de l'« Autre ». Les querelles analytiques ou interprétatives entre Africains et non-Africains sont souvent dues à la perception par les premiers du mépris inhérent à l'analyse qui est faite du politique de leur pays. Or ces querelles ne font qu'occulter la réalité qu'il convient d'expliquer. Un retour à une analyse politique « classique » nous amène donc nécessairement à comprendre que l'analyse du politique en Afrique post-coloniale n'est ni plus ni moins complexe ou onéreuse que l'analyse du politique ailleurs (8).

Mais qu'entends-je par analyse « classique » du pouvoir ? Et en quoi une telle analyse échappe-t-elle au raisonnement « impérialiste » européen que certains Africains rejettent ? Pour répondre à la seconde question d'abord, il est bien évident que si « l'impérialisme » dont on parle tient de la nationalité ou même de la race, alors il n'y a rien à faire. Seuls les Africains seraient habilités à analyser la politique africaine (9). Si, plus sérieusement, on fait objection à une analyse construite à partir d'une méthodologie de la soi-disant altérité africaine, alors l'utilisation d'une grille analytique commune aux pays africains et non-africains permet de dépasser les tautologies de l'explication particulariste en faveur d'une interprétation plus nettement universelle.

Quant à ce que serait la définition d'une analyse politique « classique », il s'agit tout simplement d'une analyse qui repose sur les concepts politiques modernes de base, concepts que nous utilisons pour expliquer « l'évolution » politique de nos sociétés lorsque nous cherchons à nous comprendre et à nous faire comprendre. Toute analyse politique a toujours cherché à comprendre la nature du pou-

(6) On se rappellera ici une analyse américaine de politique comparative qui expliquait volontiers le politique de certains pays européens (e.g., France, Italie, Espagne) en fonction du retard de leur « culture politique ». Voir, pour exemple, L. Pye et S. Verba (éds.), *Political Culture and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1965.

(7) A ce propos, on relira avec intérêt C. Ake, *Social Science as Imperialism: a Theory of Political Development*, Ibadan, Ibadan University Press, 1979.

(8) Je souscris ici à la formule de

J.-F. Bayart : « Comprendre que les sociétés africaines sont "comme les autres", penser leur banalité et, singulièrement, leur banalité politique : voilà ce qu'un siècle d'africanisme n'a guère facilité en dépit de la masse considérable de connaissances qu'il a engrangées. » J.-F. Bayart, *L'État en Afrique*, Paris, Fayard, 1989, p. 19.

(9) Voir à ce propos le texte de M. Staniland, « Democracy and Ethnocentrism », in P. Chabal (éd.), *Political Domination in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 52-70.

voir, hier comme aujourd'hui. Car il y a pouvoir là où il y a communauté politique et il y a communauté politique là où hommes et femmes vivent en communauté, c'est-à-dire pratiquement partout et de tout temps (10).

L'évidence qui précède ne méritait d'être énoncée que par ce qu'il y a encore beaucoup trop d'analyses africanistes éprises de particularismes. Ce qu'il est plus important de souligner, c'est que les particularismes du politique africain (qui existent tout comme existent les particularismes japonais ou italiens) ne peuvent, à mon sens, être vraiment compris que dans le contexte d'une analyse « classique universelle ». Ceci étant, en quoi une telle analyse « classique » nous aide-t-elle à mieux saisir le politique africain postcolonial ?

Pouvoir et production, notions on ne peut plus « classiques », sont les deux coordonnées de base de toute communauté politique, quel que soit le degré de son « développement » économique ou politique. Car il ne peut y avoir de pouvoir sans production et toute production s'inscrit dans une pratique de pouvoir. La qualité du pouvoir se déduit en grande partie de la qualité de sa légitimité et c'est la légitimité du pouvoir qui en facilite sa productivité. Le pouvoir s'assoit en dernier recours sur la coercition, la force, la violence mais la mise en productivité du pouvoir se fait mieux et plus facilement à travers sa légitimité qu'au moyen de sa violence.

La légitimité implique en premier lieu une certaine relation de réciprocité politique entre dirigeants et dirigés, relation vécue comme plus ou moins légitime selon son degré de réciprocité (*political legitimacy*) (11). Plus la légitimité de ce pouvoir est profonde, plus le pouvoir est en mesure de faire l'économie de la coercition. C'est en effet la légitimation du pouvoir en place qui en assure sa force. Par contre, la mise en production du pouvoir s'opère par les inégalités économiques instituées (sans cesse recrées, reformulées et re-légitimées) entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent. Tout rapport de pouvoir, comme toute production, s'inscrit dans une logique de relations d'inégalité qui différencie les membres de la communauté politique (12).

Le rapport entre pouvoir et production se fait au travers de la mise au travail de ces relations d'inégalité. La question n'est donc

(10) Dans mon livre, *Power in Africa*, j'explique les concepts de base qui me paraissent nécessaires à la construction de cette analyse « classique » et j'explique pourquoi ces concepts-là sont essentiels à l'analyse de la postcolonie en Afrique. Il s'agit, respectivement, des concepts de communauté politique, *political accountability*, État, société civile et production. *Power in Africa*, Partie II.

(11) Je discute la notion de *political accountability* dans *Power in Africa*, second chapitre, deuxième partie.

(12) En effet, seule une société de rigoureuse et totale égalité (qui n'existe que dans le mythe de société primitive dont l'Occident a longtemps eu besoin) pourrait se dispenser de structures de pouvoir.

pas de savoir qu'il y a inégalité mais de comprendre comment l'inégalité peut être productive, et productive pour qui. Il en va de même pour la violence. Le pouvoir contient la violence. La question, là aussi, n'est pas de savoir s'il y a violence au sein des sociétés africaines, comme cela est manifeste, mais de voir dans quelle mesure cette violence est, ou peut être, productive, et productive pour qui.

Pouvoir et violence vont de pair, en Afrique comme ailleurs. La question de savoir si l'Afrique est plus violente que l'Europe, ou plus violente que l'Europe à une certaine époque est à mon sens une fausse question qui nous détourne de l'analyse politique, à savoir l'étude du pouvoir. Plus le pouvoir est légitimé, plus la violence est implicite, invisible. Ce n'est que lorsque la légitimité d'un ordre politique donné est peu ou mal faite, lorsqu'elle se défait ou se refait, que la violence (ré)apparaît, et que le pouvoir se défend par la force ouverte, en Afrique comme ailleurs. Une comptabilité de la violence en Afrique contemporaine n'apporterait que bien peu à son analyse politique. Non pas que la violence, et les souffrances qu'elle engendre, ne soient pas conséquentes pour la compréhension du politique, mais plutôt parce que la compréhension du politique doit se nourrir de l'analyse des causes fondamentales et non des symptômes de la déliquescence du pouvoir.

La montée du capitalisme en Occident s'est faite au moyen d'une violence énorme, qu'elles qu'en soient les formes qu'elle prit. L'importance historique de cette époque n'est pas la violence mais le développement du capitalisme. En Afrique contemporaine, il ne s'agit aujourd'hui ni d'occulter les violences commises ni de banaliser le rapport entre violence et accumulation. Il s'agit de comprendre pourquoi les violences dont souffre l'Afrique n'engendrent pas forcément le « développement », capitaliste ou autre. Et pour cela, il faut éviter d'inverser les causalités historiques. Le capitalisme ne doit pas son éclosion à la violence ; la mise au travail des sociétés occidentales qui a permis le développement du capitalisme s'est faite avec violence. Le rapport entre violence et accumulation n'est donc pas un rapport de causalité mais simplement une donnée historique.

### **Violence(s) en Afrique contemporaine**

Mais au fond, comment définir la violence en termes politiques ? La violence est (en partie, au moins) une indication de l'impuissance du pouvoir car l'inégalité est plus productive si elle peut faire l'économie de la violence. La montée de la violence dans beaucoup de pays africains est donc la manifestation, d'une part, de l'incapacité des élites dirigeantes à mettre productivement au travail leur

pouvoir et, d'autre part, de la capacité de la société (civile) à soustraire sa production des griffes du pouvoir constitué. Il est en effet indéniable qu'en Afrique, la violence de l'État ne sert que peu ou pas du tout la cause du « développement » économique (capitaliste ou autre). En général, la causalité est inverse : plus l'État est contre la société, moins il y a production (officielle, du moins ; il n'en va pas de même de l'économie parallèle), bien qu'à un niveau individuel la violence puisse être massivement productive pour ceux qui en vivent.

Quand on parle de violence, il faut donc éviter les lieux communs et surtout préciser de quelle violence il s'agit. Si la presse, et même nombre d'intellectuels bien-pensants, ne cessent de mettre en avant les actes de cruauté que les tyrannies et guerres civiles africaines provoquent quotidiennement, actes qu'on ne saurait justifier quelles qu'en soient leurs origines, l'analyse politique se doit quand même de pénétrer plus avant la réalité de ce qu'est la violence en Afrique aujourd'hui. Car si le spectacle de la cruauté gratuite, surtout si elle est télévisée, est toujours très édifiant, il ne nous explique pas grand chose. Un meurtre est un meurtre, que ce soit dans les rues de la capitale des États-Unis ou dans la brousse du Soudan méridional.

La première distinction que l'on peut faire est celle de violence et contre-violence, à savoir la violence du pouvoir (constitué) et la violence de la société (civile) qui lui répond. Il faut en effet bien voir que la violence de l'État est multiforme et qu'elle engendre nécessairement une réaction, une contre-violence, de la part de ceux qui la subissent. Or si la violence du pouvoir africain, omniprésente et arbitraire, est bien visible, il n'en va pas toujours de même de la contre-violence qu'elle enfante. La violence du pouvoir se reproduit ailleurs et à une autre échelle à travers la société. La contre-violence s'en prend rarement au pouvoir établi ou à ses représentants au sein de la société mais plutôt à ceux qui ne sont pas en mesure de résister : le plus fort agresse le plus faible. C'est ce qui explique (en partie) l'ampleur et l'acuité de toutes les formes de crime (agressions, délinquance, vol, etc.) dont souffrent de plus en plus les villes africaines.

Dans la mesure où, comme le montre aussi A. Mbembe (13), la violence du pouvoir cherche en partie à humilier ceux contre lesquels elle s'exerce, on conçoit que la violence ainsi engendrée au sein de la société se prête aussi à cette dynamique de l'humiliation. Or si l'humiliation est peu productive, elle remplit un rôle important (la production de la peur) pour le maintien du pouvoir dans la mesure où elle démontre tout l'arbitraire qu'il contient. De

(13) Voir A. Mbembe, « Notes (provisoi-res) sur la postcolonie », *Africa* (à paraître).

par sa fragilité, l'État en Afrique entre ainsi dans un cycle de violence ostentatoire dont la fonction principale consiste à révéler, encore et sans cesse, la force et l'arbitraire du pouvoir. A moindre échelle, mais avec tout autant de zèle, cette violence est reproduite au sein de la société.

Or la violence de l'humiliation, dans la mesure où elle est intériorisée, au niveau individuel et collectif, débouche rarement sur la révolte ou l'insurrection. Si donc la violence de l'État est contre-productive au niveau de l'accumulation et de la production, elle est par contre tout à fait utile au maintien du pouvoir en place dans la mesure où elle est dissuasive par rapport à la révolte. Si l'on admet qu'en Afrique postcoloniale, la recherche hégémonique passe nécessairement par le pouvoir, c'est-à-dire que l'accès à l'État est indispensable à l'accumulation, l'on conçoit que la violence puisse ainsi être productive pour ceux qui détiennent le pouvoir. La violence de l'État contient sa propre logique même si cette logique ne s'inscrit pas dans une causalité simple entre violence et accumulation.

On peut, en second lieu, établir une distinction entre ce que j'appelle violence active et violence passive. La première est celle que l'on connaît le mieux car c'est la plus visible, la plus présente et surtout la plus identifiable. Tout le monde reconnaît la face de la violence active de l'État, quelle que soit la forme qu'elle prend : rafle, détention, torture, abus de pouvoir, incarcération, exécution, etc.

La violence passive est plus cachée. Elle ne se dévoile pas aussi aisément même si elle est le plus souvent tout aussi redoutable. La violence passive est la violence commise par défaut, simplement par ce que l'État est incapable de gouverner efficacement, incapable de faire face aux responsabilités qui lui incombent, à savoir (entre autres) gérer le patrimoine dont il possède le contrôle. Il s'agit de la violence qui provient, par exemple, de la destruction de l'économie commise par l'État totalisant, la violence de l'incompétence qui afflige les administrations africaines et qui a pour conséquence l'avilissement des administrés, ou encore, et peut-être surtout, la violence de la famine.

En effet, il ne fait le moindre doute qu'une comptabilité de la violence en Afrique montrerait que les Africains souffrent plus, et de façon plus profonde, de la violence passive des États africains que de la violence active dont on fait le plus grand cas. Car s'il est vrai que les souffrances provoquées par les guerres civiles en Afrique sont énormes, celles engendrées par la faillite politique et administrative des États le sont tout autant si ce n'est plus. En Afrique, aujourd'hui, la famine tue plus que la guerre et la répression.

On peut introduire une troisième distinction entre ce que j'appelle violence de pouvoir et violence dégénérative. En effet, pour odieuse qu'elle soit, la violence (active ou passive) de l'État africain a une certaine logique ; elle se comprend même si elle est détestable. Les Africains savent qu'il n'y a rien à attendre de gouvernements qui sont prêts à tout, y compris utiliser la famine comme instrument politique, pour se maintenir au pouvoir. Tout ceci fait partie de la violence du pouvoir : elle a ses desseins et ses règles ; elle sert d'instrument à la politique du plus fort.

Par contre, la violence dégénérative, qui provient souvent au départ de l'impuissance de l'État, est un monstre que plus personne ne contrôle, ou, plus exactement, il s'agit d'un « système » politique au sein duquel la violence devient une fin en soi. Au-delà d'un seuil critique, par lequel se mesure la faillite totale du pouvoir constitué, on débouche sur un ordre politique régi uniquement par une économie morale fondée sur la violence, pure et simple. Il y a eu en Afrique (14) (par exemple en Guinée équatoriale, en Ouganda, au Liberia) un certain nombre de pays qui ont sombré dans cette violence dégénérative.

Là encore, la violence peut s'avérer productive pour ceux qui la commettent, comme elle l'est par exemple pour les *warlords* (15), mais le modèle du politique qui régit alors les relations sociales en a été réduit à sa plus simple expression, à savoir celle du fusil. Cette régression du politique à la violence nue réduit à son tour la psychologie humaine à sa plus simple expression : c'est le retour à la loi du plus fort et à une économie politique de vol, viol, troc et brigandage.

Dans une telle économie politique, la violence n'engendre plus aucune autre causalité que celle de sa reproduction. La violence, en quelque sorte, assure la reproduction du mode de production de la violence. Cette violence pure, ou blanche, qui se distingue quand même assez nettement des exactions « courantes » des États africains, n'est ni plus ni moins fréquente en Afrique qu'ailleurs. On ne déduira donc rien de plus révélateur sur le politique africain de la tyrannie d'un Macias Nguema ou d'un Idi Amin qu'on en déduirait du cas libanais sur le politique au Moyen-Orient. Rien ne ressemble plus à la violence blanche que la violence blanche.

(14) Comme ailleurs. On pense ici au Liban ou au Sri Lanka.

(15) Voir ce que A. Mbembe dit du *war-*

*lordism* dans « Pouvoir, violence et accumulation », *op. cit.*, p. 20.

## Violence et insurrections : le cas lusophone

L'histoire récente des pays lusophones africains nous fournit ample matière à réfléchir sur les relations qu'il peut y avoir entre pouvoir, violence et insurrections. De la violence coloniale portugaise dont ces pays ont eu à souffrir pendant tant d'années (16) à la violence effroyable qui frappe le Mozambique et l'Angola depuis l'indépendance, en passant par la violence des luttes de libération nationale en Guinée-Bissau, Angola et Mozambique, les pays lusophones africains n'ont guère connu de répit. Que peut-on déduire de ces violences ? Y a-t-il causalité entre violence coloniale et post-coloniale, entre violence du nationalisme et violence du postnationalisme ?

On ne reviendra pas sur l'histoire du colonialisme portugais (17) si ce n'est pour souligner qu'il fut exceptionnellement violent. Si le symbole de ce colonialisme a longtemps été les abus du travail forcé (surtout à Sao Tomé) (18), il faut bien reconnaître que les colonies portugaises ont été mal servies à tous les niveaux. L'État colonial portugais, faible, peu efficace et corrompu, a largement utilisé la coercition pour essayer de mettre ses colonies au travail. L'exode des Africains dans d'autres colonies en témoigne. Par ailleurs, l'émigration massive de « petits » Portugais en Angola et au Mozambique, si elle a permis un certain « développement » économique de ces deux colonies, a en contrepartie aggravé la violence (en particulier le racisme) des villes angolaises et mozambicaines où, par la force des choses, ils ont fini par s'installer.

On peut concevoir la violence de la lutte nationaliste comme réaction normale à la violence du colonialisme portugais mais je pense qu'il faut nuancer. Le nationalisme lusophone africain fut violent parce que le régime portugais se refusait à accepter la négociation des indépendances et non pas parce que cette violence était « nécessaire » à la catharsis des peuples subjugués par le Portugal. Il est cependant indéniable que la violence des guerres de libération nationale, surtout en Angola et au Mozambique, créa à la fois une dynamique et une psychologie de violence qui ont très largement influé sur la politique postcoloniale de ces deux pays.

J'ai écrit ailleurs (19) pourquoi je pensais que les succès et faillites des guerres nationalistes lusophones s'expliquaient plutôt par des facteurs politiques que militaires. Il est bon de rajouter ici que

(16) On se rappellera ici les famines colossales qui ont décimé la population du Cap Vert pendant les années quarante. Voir A. Carreira, *The People of the Cape Verde Islands*, London, Hurst, 1982.

(17) Voir ici M. Newitt, *Portugal in Africa*, London, Hurst, 1981.

(18) Voir T. Hodges and M. Newitt, *São Tomé and Príncipe : from Plantation Colony to Microstate*, Boulder and London, Westview Press, 1988.

(19) Voir chapitre 7 dans mon *Amílcar Cabral*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

dans la logique de la guerre populaire, comme par exemple la concevait Cabral (20), la violence n'est que l'instrument d'une stratégie de combat politique visant à l'indépendance par le biais de négociations politiques et non d'une victoire militaire. Mais entre la théorie de ce que devait être la violence et ce qui, en fait, s'est passé dans les trois colonies portugaises où il y eut des guerres de libération nationale, il y a le monde de ce que la violence enfante au sein des individus qui la pratiquent et des pays qui sont ainsi construits.

Pour résumer une histoire complexe, on peut dire qu'en Guinée-Bissau, la violence de la guerre fut contenue politiquement, c'est-à-dire que le parti nationaliste (21) fit en sorte que l'utilisation de la force militaire restât l'instrument direct de sa politique nationaliste. Les déviations à ce principe, les dérapages de violence, furent résolus politiquement (22). Au Mozambique, la violence de la guerre nationaliste, à la fois plus multiforme et plus forte, ne fut contenue qu'au prix d'une dominance plus grande des « militaires » sur les « politiques », symbolisée entre autres par l'ascendance de Machel après la mort de Mondlane. En Angola, les rivalités nationalistes qui devaient dégénérer en concurrences meurtrières dans les mois qui précédèrent l'indépendance (novembre 1975) et amener à une internationalisation violente du conflit interne entre le MPLA et l'UNITA, déclenchèrent un processus de violence politique difficilement contrôlable.

Il ne s'agit pas bien sûr d'établir des causalités simplistes ou factices, d'une part entre la dynamique politique de la lutte nationaliste et le politique postcolonial et, d'autre part, entre le degré de violence de cette lutte et la violence des États indépendants. L'État postcolonial lusophone est en premier lieu un État postcolonial, c'est-à-dire un État à la fois prédateur, néo-patrimonial et coercitif, un État locus de la recherche hégémonique (23). Ceci étant, il vaut quand même la peine de se poser la question de savoir s'il y a relation entre la violence postcoloniale en Angola et au Mozambique et la violence de leurs histoires coloniales et nationalistes.

La violence que l'on trouve en Angola aujourd'hui est essentiellement de deux types : d'une part, la violence d'un État « socialiste » monolithique et hégémonique, d'autre part, la violence engendrée par une guerre civile vicieuse et particulièrement bien armée. La première n'a que peu à voir avec les antécédents historiques du pays, à moins de ne voir dans le projet socialiste angolais (aujourd'hui pratiquement abandonné) qu'une réaction primaire à

(20) *Ibid.*, chapitre 6.

(21) Le PAIGC (Partido Africano de Independência da Guiné e Cabo Verde).

(22) Par exemple au Congrès de Cassaca. Voir *Amílcar Cabral*, pp. 77-83.

(23) Comme je le définis dans *Power in Africa*, dans mon chapitre sur « The Dialectics of the Hegemonic Drive ».

la dictature coloniale (24). On retrouve la même violence étatique dans la plupart des pays africains.

Par contre, le second type de violence, celui de la guerre civile, a un rapport assez direct avec l'histoire coloniale et nationaliste de l'Angola. Dans la mesure où la colonisation portugaise ne devait pas réussir une consolidation durable du territoire de l'Angola, mais encore plus dans la mesure où le nationalisme angolais n'a jamais su dépasser ses divisions (ethniques, raciales, idéologiques, politiques, sociales, etc.) et construire le front unique qui eût facilité la formation d'une nationalité angolaise après l'indépendance, il est permis de penser que la guerre civile était, si ce n'est inévitable, pour le moins inscrite dans l'héritage de l'Angola.

S'il est vrai qu'une des grandes crises de la postcolonie est celle de la construction de la nationalité, alors les fissures sociopolitiques qui traversent l'Angola ont été et restent aujourd'hui autant d'obstacles à la sédimentation politique de ce pays. Mais si l'Angola est actuellement véritablement déchiré par la guerre civile, on peut aujourd'hui se permettre l'optimisme de penser que lorsque les négociations entre le MPLA et l'UNITA auront abouti (car il est fort probable qu'elles aboutissent), la guerre civile cessera et la (re)construction de la nation pourra alors commencer.

La situation au Mozambique est autrement viciée. Car au Mozambique, si la violence de l'État n'est pas négligeable (bien qu'elle fut de toujours inférieure à celle de l'État en Angola), la violence entre l'État et la société (civile) et surtout la violence au sein de la société ont atteint un paroxysme. Il s'agit là, malheureusement, de ce que j'appelais plus haut violence dégénérative. Or la différence entre la contre-violence en Angola et au Mozambique (à savoir la différence entre l'UNITA et la Renamo) ne se déduit pas de la différence entre les violences des deux pouvoirs (MPLA et Frelimo) en place. Il faut en chercher une explication ailleurs.

Au Mozambique, la faillite de la politique du gouvernement Frelimo a nourri une opposition paysanne au sein de laquelle un mouvement d'action terroriste lancé par la Rhodésie et affiné par l'Afrique du Sud a, comme un parasite, pu prendre racine. La violence qui naquit de cet état de chose devait dégénérer rapidement sans que ni l'État, ni les populations paysannes ne puissent s'y opposer de façon efficace. Comme le montre bien Ch. Geffray (25), la

(24) On peut concevoir que les mouvements nationalistes lusophones furent d'autant socialistes que le gouvernement portugais était réactionnaire, mais c'est une causalité légère. L'opposition portugaise au régime portugais était largement socialiste (et communiste) et cette opposition eut une influence sur les nationalistes africains. Mais le socialisme d'un certain nationalisme africain ne se réduit pas

à ces données. Voir à ce propos, P. Chabal, « Historia y praxis en el uso y abuso de la noción de socialismo africano (1957-1983) », in Luis Castro Leiva, *Usos y abusos de la historia en la teoría y en la práctica política*, Caracas, Colección IDEA, 1988.

(25) Ch. Geffray, *La Cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala, 1990.

dynamique de violence engendrée par une guerre entre un État trop insensible à la volonté des paysans mozambicains et un mouvement armé sans objectif politique sérieux a débouché sur une situation de violence dégénérative.

On ne peut en effet comprendre le sens de la Renamo au Mozambique sans reconnaître que pour les guerriers qui s'en disent membres, la violence est devenue une fin en soi. L'ordre socio-politique institué par ce mouvement véritablement parasite (sur le corps de la société rurale) est tel que sa seule et unique fonction est la reproduction de son organisme par la violence des armes. Or, dans la mesure où cette violence dégénérative a construit un ordre moral, militaire, politique, social et économique réduit à la plus simple expression d'une finalité de force, il est difficile de voir comment cette violence peut être réduite autrement que par la force. D'où le pessimisme.

Car même si certains dirigeants de la Renamo se mettent d'accord avec un gouvernement Frelimo qui accepte le jeu de la concurrence politique et d'élections pluralistes, on voit mal pourquoi et surtout comment les guerriers sur le terrain abandonneraient leur mode d'existence violent. On sait que les (soi-disant) dirigeants de la Renamo contrôlent mal leurs hommes, que l'Afrique du Sud contrôle mal la direction de la Renamo et que la Renamo elle-même n'a pratiquement aucun projet politique qui se tienne. Donc, même si certains dirigeants s'accordent à former un parti légal et à se présenter aux élections qui vont avoir lieu, il est peu probable que la masse des guerriers se plie à une logique de négociations politiques qui, par définition, mettrait un terme à leur mode de production (et de reproduction) violente.

Au Mozambique, la construction de l'État-nation et l'établissement d'un ordre politique postcolonial viable n'ont pas vraiment encore commencé. Ils ne pourront commencer que quand la violence de la Renamo aura été réduite et il est malheureusement à craindre que la violence de la victoire sur les guerriers de la Renamo ait des conséquences néfastes profondes pour l'ordre politique du Mozambique, en particulier en servant de justification à une violence du pouvoir que les élections pluralistes annoncées ne sauront probablement pas endiguer.

\*

\* \*

On ne conclura de cette discussion ni que l'Afrique est congénitalement empreinte de violence, ni que la violence en Afrique est singulièrement pathologique. Elle s'explique en fait, comme elle s'explique ailleurs, par le processus à la fois chaotique et discontinu qui caractérise la naissance et la sédimentation sociopolitique

de l'État-nation moderne. La compréhension de la violence en Afrique, comme celle du pouvoir, doit passer par une analyse politique sérieuse qui ne fasse aucune économie conceptuelle ou méthodologique, et surtout pas au nom de l'altérité africaine.

Le cas des pays lusophones montre bien qu'il est possible d'expliquer les violences des pays africains au moyen d'une analyse comparative, applicable à n'importe quel autre pays, africain ou non. Les pays lusophones ne sont pas condamnés à la violence éternelle même si le poids de leur passé pèse lourdement sur le processus de la construction de l'ordre politique postcolonial. En Afrique comme ailleurs (on pense ici à l'Union soviétique et à certains pays de l'Europe de l'Est), on s'aperçoit que la construction de l'État-nation moderne ne se fait pas sans violence. Quant à savoir s'il y a causalité entre violence et production, on ne peut répondre dans l'abstrait. Chaque cas est à étudier dans les spécificités de son histoire profonde.

**Patrick Chabal**  
*King's College, Londres*